

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

EDOUARD CLUNET

par

ANDRE-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL, Président de la 1^{re} Chambre civile de la Cour de Cassation.
- S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- A. BESSON, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
- H. BLIN, Président de Chambre honoraire à la Cour de Cassation.
- R. DROUILLAT, Président de la 2^e Chambre civile de la Cour de Cassation.
- P. GUILLOT, Président de la Chambre commerciale et financière de la Cour de Cassation.
- G. HOLLEAUX, Conseiller honoraire à la Cour de Cassation.
- P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
- P. LOUIS-LUCAS, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Dijon.
- M. MARTIN, Conseiller d'Etat.
- J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
- R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire général de la rédaction

PHILIPPE KAHN

Chargé de Recherche

au Centre National de la Recherche Scientifique

EDITIONS TECHNIQUES S.A.

123, rue d'Alésia

PARIS (XIV^e)

1970

TABLE TRIMESTRIELLE

1970 (97^e année). — 3^e livraison. — Juillet, août, septembre

Doctrines

- La convention franco-polonaise du 5 avril 1967 relative à la loi applicable à la compétence et à l'exequatur dans le droit des personnes et de la famille, par Jerzy JODLOWSKI et André PONSARD 545
- Les problèmes juridiques des brevets et licences dans les conditions du développement des liens scientifiques et techniques entre la France et l'U.R.S.S., par M. M. BOGUSLAVSKY .. 632 633
- Pour une réaffirmation du droit humanitaire des conflits armés internes, par Charles ZORGBIBE 658

Variétés

- L'avenir des relations économiques internationales (A propos de « La Nouvelle Division Internationale du Travail » de Guy de la Charrière), par Lazare KOPELMANAS 684

Jurisprudence

- BULLETIN DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE, par P. AYMOND, Chr. GALVALDA, B. GOLDMAN, A. HUET, Ph. MALAURIE 687
- Conflit de juridictions.**
- Litispendance. — Recevabilité de l'exception (*Cass. civ. I, 1^{er} décembre 1969*) 707
- Conflit mobile.**
- Jugement de séparation de corps. — Domicile des époux en Italie. Epoux italien. — Epouse française. — Demande de conversion en divorce du jugement italien. — Domicile de la femme en France (*Paris, 1^{re} Ch., 25 avr. 1969*) 701
- Nationalité.**
- Décret refusant l'acquisition de la nationalité française par mariage (C. Nat. art. 3 a). — Application de l'article 57 C. Nat. Non. — Nationalité française prétendument acquise par la femme à une date antérieure au mariage. — Question d'état. — Compétence exclusive de l'autorité judiciaire (*Cons. d'Etat, 2^e-4^e sous-sections, 30 avr. 1969*). 698
- Personne de statut civil de droit local originaire d'Algérie. — Acquisition de la nationalité française. — Indignité. — Opposition du Gouvernement français (*Cons. d'Etat, 18 avr. 1969*) 693
- Séparation de corps.**
- Conversion en divorce. — Jugement de séparation de corps rendu en Italie. — Epoux italien. — Epouse française. — Loi applicable (*Paris, 1^{re} Ch., 25 avr. 1969*) 701

Traité internationaux.	
Application. — Convention de Genève du 7 juin 1930 sur la lettre de change. — Refus de tout délai au tiré accepteur. — Rapatrié d'Algérie tiré accepteur. — Loi du 11 décembre 1963 sur les délais de paiement. — Droit applicable. — Suprématie du traité sur la loi (<i>Nîmes, 2^e ch., 22 mai 1968</i>)	687
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE FRANÇAISE,	
par P. AYMOND, R. DAYANT, Ph. KAHN, D. RUZIÉ	718
Aliments.	
Père adultérin français. — Enfant naturel allemand. — Convention de La Haye du 24 octobre 1956 relative aux obligations alimentaires envers les enfants. — Convention franco-allemande du 20 juin 1956 relative aux créances alimentaires. — Convention applicable (<i>Trib. gr. inst. Castres, 13 fév. 1969</i>)	721
Nationalité.	
Question préjudicielle. — Conservation d'une nationalité étrangère. — Action dirigée contre le Ministère public et le Ministre des Affaires sociales. — Mise hors de cause du Ministre des Affaires sociales (<i>Trib. gr. inst. Briey, 19 fév. 1970</i>)	719
Responsabilité.	
Accident survenu en Allemagne. — Auteur et victime de nationalité française. — Loi applicable. — Loi du lieu du délit. — Renvoi (non) (<i>Trib. gr. inst. Paris, 20^e ch., 21 juin 1969</i>)	723
Traité internationaux.	
Accords d'Evian. — Interprétation gouvernementale (<i>Cass. civ. III, 7 nov. 1969</i>)	718
CHRONIQUE DE JURISPRUDENCE DES ETATS-UNIS,	
par Lucien-R. LE LIÈVRE et Doris J. FREED	726
Aliments.	
Entretien de la femme et de l'enfant. — Exécution. — Mise sous séquestre. — Immunité souveraine (<i>New-York Family Court, New-York Country, 1969</i>)	730
Conflit de juridictions.	
Marin étranger. — Compétence du tribunal basé sur le degré de contact avec ce tribunal. — Choix de la loi. — Application de la loi des Etats-Unis (<i>United States Court of Appeals, 4th circ. 1967</i>)	738
Contrat.	
Droit applicable (<i>New-York Court of Appeal, 10 avr. 1969</i>)	733
Divorce.	
Effet d'un divorce bilatéral mexicain sur une décision antérieure de pension alimentaire, (<i>New-York Supreme Court, Appellate Division, 2nd Department, 1969</i>)	728

Divorce étranger basé uniquement sur la nationalité. — Incompétence. — Droit de la femme à une pension alimentaire après le divorce « ex parte » du mari. — Courtoisie. — Refus d'extension au divorce étranger (<i>New-York Supreme Court, Appellate Division, 1st Department, 1969</i>)	729
Garde des enfants.	
Garde accordée au père. — Autorisation d'emmener les enfants vivre en France (<i>New-York Commerce, Frank J. 22 janv. 1969</i>)	732
Immunité de juridiction.	
Etats étrangers. — Arbitrage (<i>United States District Court S.D.N.Y., 25 fév. 1969</i>)	726
Jugement étranger.	
Courtoisie. — Reconnaissance à New-York d'un divorce français obtenu par défaut (<i>New-York Commerce, Gold J., 14 mai 1969</i>)	740
Sociétés.	
Valeurs mobilières. — Compétence. — Extra-territorialité (<i>United States Court of Appeal, 2d Circuit, 29 mai 1968</i>)	734

Documents

I. — CONVENTIONS INTERNATIONALES PUBLIÉES ET TEXTES LÉGISLATIFS OU RÉGLEMENTAIRES PROMULGUÉS EN FRANCE.

Coopération judiciaire.

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement espagnol sur la reconnaissance et l'exécution des décisions judiciaires et arbitrales des actes authentiques en matière civile et commerciale 28 mai 1969 (publiée en France par décret n° 70-262 du 18 mars 1970 : <i>J.O.</i> 25 mars 1970 ; entrée en vigueur le 29 mars 1970)	742
--	-----

Etrangers (Condition des).

Décret n. 70-410 du 15 avril 1970 concernant la nationalité des concessionnaires de services publics (<i>J.O.</i> 17 mai 1970)	745
Décret n. 70-414 du 12 mai 1970 concernant la nationalité des concessionnaires et permissionnaires d'énergie hydraulique (<i>J.O.</i> 17 mai 1970)	746

Etrangers (Entrée et séjour).

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire sur la circulation des personnes signée à Abidjan, le 21 février 1970 (publiée par décret n° 70-337 du 17 avril 1970 : <i>J.O.</i> 19 avril 1970 ; entrée en vigueur le 1 ^{er} avril 1970)	746
Convention franco-nigérienne sur la circulation des personnes, signée à Niamey le 16 février 1970 (publiée par décret n. 70-338 du 17 avril 1970 : <i>J.O.</i> 19 avril 1970 ; entrée en vigueur le 1 ^{er} avril 1970)	748

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République togolaise sur la libre circulation des personnes, signée à Lomé, le 25 février 1970 (publiée en France par décret n. 70-339 du 17 avril 1970 : *J.O.* 19 avril 1970 ; entrée en vigueur le 1^{er} avril 1970) 749

Impôts et contributions.

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Inde tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, ensemble l'échange de lettres joint, signés à Paris, le 26 mars 1970 (publiés par décret n. 70-268 du 20 mars 1970 : *J.O.* 28 mars 1970) 751

Propriété industrielle.

Décret n° 70-441 du 26 mai 1970 relatif aux contrats avec l'étranger portant sur l'acquisition ou la cession de droits de propriété industrielle et de tous éléments intellectuels d'aide scientifique et technique (*J.O.* 29 mai 1970) 762

II. TEXTES ET TRAITÉS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES.

Association.

Décision 70/266/CEE du Conseil du 14 mai 1970 relative aux mesures transitoires concernant les pays et territoires d'outre-mer à appliquer au-delà du 30 juin 1970 (*J.O.C.E.*, n. L. 109, 21 mai 1970) 763

Bibliographie et Revue des revues 764

Informations 783